

CAPL A Affectations locales du 05 juillet 2019

Déclaration liminaire

Monsieur le Président,

Alors que les citoyens réclament des services publics de proximité et de qualité, le gouvernement poursuit et accélère sa réforme de la fonction publique qui provoquera un plan massif de suppressions d'emploi et l'abandon de toutes ou parties de nos missions. Après avoir été le fossoyeur des douanes, notre nouveau DG est nommé pour enterrer la DGFIP et ses agents !

Au lieu d'adopter une vision humaniste de la politique de transformation de l'action publique, notre gouvernement se moque des agents.

Les agents de la DDFIP 34 ont récemment vivement exprimé leur opposition au projet de loi destructeur du statut général des fonctionnaires et leur volonté que soient mobilisés les moyens nécessaires pour remplir leurs missions au service de l'intérêt général.

La DGFIP, déjà principale pourvoyeuse de suppressions d'emplois, en restructuration perpétuelle et permanente depuis des années, n'en sortira pas indemne (si elle s'en sort) : recours massifs aux contractuels, salaire au mérite, attaque sur le paritarisme, etc.

Les directeurs locaux ont maintenu durant plusieurs mois le secret le plus total concernant la géographie revisitée. Ils ont enfin dévoilé leurs déclinaisons du plan DARMANIN de liquidation du réseau DGFIP le vendredi 7 juin, laissant les agents esseulés un long week-end de 3 jours face à une carte colorées certes, mais sans aucune explication.

La DG attend à présent des agents et de leurs syndicats « une collaboration active pour construire ensemble le nouveau réseau de la DGFIP ». **Mais notre rôle n'est pas d'aider la DG et le gouvernement à liquider les droits et garanties des agents, nos missions et notre réseau.**

La CGT Finances Publiques refuse de s'inscrire dans une quelconque discussion tant au niveau national que local visant à mettre en œuvre ce plan.

Nous exigeons du ministre Darmanin qu'il retire immédiatement son plan, et qu'il ouvre des négociations sur nos revendications :

- consolidation et réimplantations de services de proximité de pleine compétence ;
- arrêt des suppressions d'emplois, pour des embauches statutaires à la hauteur de l'ensemble de nos missions ;
- non aux externalisations et au démembrement de la DGFIP ;
- défense et amélioration de nos statuts, de nos droits et garanties et abandon du projet «transformation de la Fonction Publique» ;
- augmentation de nos rémunérations et abandon du RIFSEEP.

La direction de l'Hérault a dévoilé le futur réseau ou, pour dire les choses clairement, l'absence de réseau, puisque toutes les trésoreries sont enterrées. La mise en place de points d'accueils de proximité est censée compenser ces fermetures. En réalité, ces permanences ne sont que de la poudre aux yeux. Les agents ont bien conscience que, petit à petit, nos services vont fermer au public. Le service public aux usagers et aux collectivités est en passe de disparaître en faisant croire aux élus et à la population l'inverse à grand renfort de communication.

La CGT Finances Publiques de l'Hérault n'est pas dupe. Aucun chiffre concernant les suppressions d'emploi n'a été communiqué, aucun calendrier précis n'est avancé ni pour les fermetures, ni pour la régularité des permanences.

Ces annonces sont stressantes et effrayantes, les collègues auront des répercussions concrètes et directes sur leur vie personnelle (temps de trajet plus long, perte de leur mission).

Concernant cette CAP Locale de mutation, la DDFIP 34 a le « privilège » d'être préfiguratrice pour les mutations. Nous dénonçons cela ainsi que l'annonce de la géographie revisitée intervienne après la fin des demandes de mutation. L'administration a laissé des collègues émettre des vœux qui, quelques jours après la clôture de la campagne de mutation ALOA, étaient remis en causes par les annonces de géographie revisitée! Bel exemple d'honnêteté envers ses agents !

Lors de la réunion sur les nouvelles règles de la mutation au département du 24/04/19, la CGT a dénoncé une différence de traitement entre cadre B et A. Les agents du 34, promus par liste d'aptitude de B en A ou examen professionnel au 01/09/19, sont considérés comme nouveaux arrivants dans le 34 pour le mouvement local des cadres A. La CGT Finances Publiques 34 souhaite qu'ils soient pris en compte dans le mouvement interne, comme les promus de C en B par liste d'aptitude ou concours interne spécial. Le DDFIP avait convenu qu'il y a une rupture dans la chaîne d'égalité de traitement et avait indiqué qu'il porterait une attention particulière sur ces situations lors de ce mouvement. Cela n'a pas été le cas !

Après cela, la direction souhaite une «concertation» avec les agents et les syndicats sur la géographie défigurée... mais les agents ne sont pas dupes !! Nous ne céderons pas aux chants des sirènes !!!



Nous restons à votre écoute, n'hésitez pas à nous contacter.

par mail sur cgt.ddfip34@dgfip.finances.gouv.fr
sur notre page facebook [CGT Finances Publiques 34](#)
ou sur notre site local <http://www.dgfip.cgt.fr/34/>

Vos élus et vos experts en CAPLA CGT FINANCES PUBLIQUES 34